

La mise au travail de main-d'œuvre d'Europe de l'Est

La mise au travail de main-d'œuvre d'Europe de l'Est en Allemagne et dans les territoires occupés pendant la Première Guerre mondiale

Dans le cadre de sa thèse de doctorat, Christian Westerhoff analyse la politique allemande relative au marché du travail pendant la Première Guerre mondiale, en particulier pour ce qui concerne les travailleurs originaires d'Europe de l'Est et de l'Empire russe. Le but de ce projet est de parvenir à une meilleure compréhension des origines et du développement du travail forcé pendant les guerres. Parce qu'une comparaison avec la politique allemande relative au marché du travail en Belgique occupée est tout à fait pertinente, et parce que les sources belges constituent dans certains cas un bon complément à des sources allemandes plutôt lacunaires, Christian Westerhoff travaille au CEGES depuis février 2008.

Le travail forcé est une caractéristique centrale des deux guerres mondiales. Néanmoins, il est surtout associé à la Seconde Guerre mondiale et ne l'est que rarement à la Première. Pourtant, dès la Première Guerre mondiale, le gouvernement allemand réduit la liberté de mouvement des travailleurs et recourt à des mesures contraignantes. La Grande Guerre, la première grande catastrophe du XXe siècle provoquée par l'homme, constitue donc un important champ d'expérience pour la politique en matière de travail de la Seconde Guerre mondiale.

Soldats allemands surveillant des femmes lors d'une récolte de pommes de terre dans les territoires occupés à l'Est, Première Guerre mondiale (Photo 'Bundesarchiv Koblenz').

À la base de l'introduction massive de travailleurs étrangers en Allemagne durant la Première Guerre mondiale figure le manque sévère de travailleurs induit par la guerre. Dès les années 1890, la forte croissance économique conduit à un manque de travailleurs dans l'Empire germanique. Le besoin élevé d'hommes pour l'armée et la transformation d'une économie de paix en une économie de guerre accroît cette demande. Les territoires occupés sont utilisables comme espaces de recrutement supplémentaires pour engager des travailleurs. Cependant, l'impossibilité de trouver suffisamment de travailleurs volontaires conduit en 1916 le gouvernement allemand à commencer à faire usage de mesures coercitives. Alors que le Haut Commandement allemand tente d'imposer l'obligation de travailler dans l'Empire proprement dit, le travail forcé est introduit dans les territoires occupés.

Dans les différents pays occupés, cette politique aboutit à des résultats variés. En Belgique, seul un très petit nombre de volontaires peuvent être recrutés. En conséquence, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs (masculins) sont déportés de force en Allemagne à l'automne 1916. Dans les territoires de l'Est, il y a davantage de travailleurs volontaires (masculins et féminins), ce qui a pour résultat la quasi-absence de déportations forcées. Dans les territoires baltes, alors appelés *Ober Ost* [Est supérieur], la population est forcée de travailler à la construction de routes et dans l'agriculture dans la région même depuis le début de la guerre.

Un des thèmes centraux de ce doctorat est de rechercher comment ces différents résultats ont été atteints. Une attention particulière est donnée aux connections et interactions entre le marché du travail et la politique d'occupation dans les territoires d'Europe orientale d'une part, et la politique économique en Allemagne d'autre part.

Alors qu'il existe déjà de multiples études sur les déportations depuis la Belgique, la politique allemande relative aux travailleurs en Russie, en Pologne et dans les territoires baltes n'a pratiquement pas été étudiée, et cela surtout en raison du manque de sources. Aussi la comparaison avec la Belgique est-elle une étape logique, qui pourrait également aider à combler certains vides par l'utilisation des sources disponibles en Belgique et des résultats des recherches belges.

La thèse se fixe pour objectif de découvrir des informations neuves sur la dynamique de l'origine et du développement des migrations forcées et du travail forcé, ainsi que de la politique d'occupation durant les guerres mondiales.

La thèse sera défendue au *Max-Weber-College* de l'université d'Erfurt. Elle est supervisée par le professeur Wolfgang Reinhard (*Max-Weber-College*) et le professeur Jochen Oltmer (*Institut für Migrationsforschung*, université d'Osnabrück).

Christian Westerhoff

